

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 10/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Société Etienne Lacroix tous artifices**

Route de Gaudiès  
09270 Mazères

Références : 2026/ 125  
Code AIOT : 0006802183

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2026 dans l'établissement Société Etienne Lacroix tous artifices implanté Route de Gaudiès 09270 Mazères. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite réactive a été programmée suite à l'incident pyrotechnique qui s'est produit le 03 février 2026. Elle permet, à l'inspection des installations classées, de mieux comprendre le déroulement de l'incident au-delà du résumé transmis, le 03 février 2026, par télédéclaration.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Etienne Lacroix tous artifices
- Route de Gaudiès 09270 Mazères
- Code AIOT : 0006802183

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Etienne Lacroix, au sein du site de Mazères, réalise des opérations de conception, d'études et de fabrication de produits pyrotechniques, mettant en œuvre des compositions pyrotechniques en vue d'obtenir certains effets spécifiques (flamme, chaleur, bruit, fumée, gaz, pression, mouvement) pour le domaine militaire et de la défense.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 17/02/2026, article R. 512 69	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une enquête interne a, d'ores et déjà, identifié les pistes d'amélioration et a esquissé des mesures correctives adaptées. Ainsi, outre le renforcement du nettoyage du corps de compression de l'équipement permettant la fabrication des pains pyrotechniques, la formation de l'opérateur va être renforcée et renouvelée tous les six mois, et la fréquence des remplacements à neuf de l'outillage va être augmentée.

Par ailleurs, une étude a été lancée par l'exploitant pour analyser le comportement de réticulation de la composition impliquée lors de l'incident, vis-à-vis de la température et de son temps de conservation. Elle vise à mieux maîtriser le risque d'initiation pyrotechnique accidentel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/02/2026, article R. 512 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident.
<b>Constats :</b>  Le 03 février 2026, lors d'une opération de compression d'un pain infrarouge, l'opérateur a

entendu un claquement suite à l'initiation de la composition. Ce dernier, opérant à distance derrière un mur, a alors quitté la loge et donné l'alerte. Le POI a été déclenché à 13h26 et est resté activé jusqu'à 13h56.

La fabrication du pain IR passe par la mise en place de la composition sur une empreinte support, actionnée par un système de vérins hydrauliques permettant la compression et la récupération des pains formés. La vidéo, visionnée lors de la visite, a montré la mise en place de la composition sur les 2 empreintes et un blocage de l'empreinte inférieure après la phase de compression.

Le lendemain de l'incident, l'exploitant a procédé au démontage des éléments du corps de compression. L'analyse menée a conclu à la combinaison de deux facteurs concomitants semblant expliquer l'événement :

1. l'encrassement du corps de compression par des résidus de la composition du pain et,
2. l'usure des supports d'empreintes, vraisemblablement accentuée par le déplacement d'un élément désigné sous le terme de "cliquant". Ce dernier avait été posé sous la pièce support lors du contrôle d'alignement, et ce, pour corriger un problème de planéité.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que la presse avait été remise en service en janvier 2026 après sa vérification en décembre 2025 avec changement, à neuf, des outillages notamment les empreintes.

Les premières constatations indiquent un défaut d'efficacité dans le nettoyage entre deux cycles de compression. Alors que le nettoyage des empreintes avait été réalisé, celui du corps de compression semble avoir été négligé, provoquant de ce fait, un encrassement résiduel qui aurait généré des contraintes mécaniques anormales, favorisant vraisemblablement un déplacement du cliquant.

L'exploitant a précisé également la particularité de la composition du pain qui était en cours de fabrication, sur son comportement et sa coulabilité assez dépendante de la température.

L'exploitant a d'ores et déjà engagé une démarche d'amélioration, avec :

1. la mise en place d'une notice de nettoyage plus précise ;
2. la formation de l'opérateur par un encadrant et son accompagnement par une opératrice expérimentée. Cette formation sera reconduite tous les 6 mois ;
3. l'augmentation de la fréquence des remplacements de l'outillage à l'issue de 7500 pains (Fréquence déterminée par un calcul des efforts de compression avec une marge de sécurité) ;

Par ailleurs, des essais, durant 2 à 3 semaines, vont très prochainement être menés pour étudier le comportement de cette composition vis-à-vis de la température et de la durée de stockage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra un rapport d'incident actualisé suite à l'analyse de l'enquête interne.

Type de suites proposées : Sans suite